

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (EN MILLIONS DE DIRHAMS)

ACTIFS	31/12/2020	31/12/2019
Goodwill	305,4	305,4
Immobilisations incorporelles,net	2.218,8	2.162,1
Immobilisations corporelles net	5.786,1	4.920,4
Immobilisations en droit d'usage	290,3	293,9
Immeubles de placement, net	8,9	8,9
Participations dans les entreprises associées	120,4	140,2
Autres actifs financiers	313,0	291,0
- Instruments dérivés de couverture	-	14,7
- Prêts et créances,net	53,8	15,2
- Actifs financiers disponibles à la vente	259,3	261,1
Créances d'impôts sur les sociétés		
Impôts différés actifs	231,3	193,7
Autres débiteurs non courants,net		
ACTIF NON COURANT	9.274,2	8.315,6
Autres actifs financiers	1,8	0,0
- Instruments financiers dérivés	1,8	
- Prêts et créances et placements,net	0,0	0,0
Stocks et en-cours,net	867,6	927,4
Créances clients,net	977,4	1.080,7
Autres débiteurs courants,net	1.622,8	1.288,5
Trésorerie et équivalent de trésorerie	917,9	838,1
Actifs non courants destinés à la vente et activités abandonnées		
ACTIF COURANT	4.387,6	4.134,7
TOTAL ACTIF	13.661,8	12.450,3

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (EN MILLIONS DE DIRHAMS)

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Capital	999,1	999,1
Primes d'émission et de fusion	1.657,3	1.657,3
Réserves	1.264,6	2.082,6
Ecart de conversion	69,0	158,7
Résultat net part du groupe	224,8	-426,8
"CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE"	4.214,9	4.470,9
Intérêts minoritaires	279,7	395,1
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	4.494,6	4.866,1
Provisions	115,4	87,9
Avantages du personnel	258,8	230,5
Dettes financières non courantes	3.443,9	2.590,0
- Instruments financiers dérivés	449,6	
- Dettes envers les établissements de crédit	1.835,4	1.325,5
- Dettes représentées par un titre	1.000,0	1.120,0
- Dettes liées aux contrat de location financement	-	
Dont Dettes liées aux contrats à droit d'usage	158,9	144,5
Dettes d'impôts sur les sociétés		
Impôts différés Passifs	33,1	31,9
Dettes fournisseurs non courantes		
Autres créditeurs non courants	0,4	1,4
PASSIF NON COURANT	3.851,7	2.941,8
Provisions		
Dettes financières courantes	3.213,4	2.703,0
- Instruments financiers dérivés	3,4	10,3
- Dettes envers les établissements de crédit	3.210,1	2.692,7
- Dettes représentées par un titre	-	-
- Dettes liées aux contrat de location financement		
- Autres dettes		
Dettes fournisseurs courantes	797,4	902,1
Autres créditeurs courants	1.304,7	1.037,3
PASSIF COURANT	5.315,5	4.642,4
TOTAL PASSIF	9.167,2	7.584,2
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	13.661,8	12.450,3

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(EN MILLIONS DE DIRHAMS)	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	4 725,8	4 553,3
Autres produits de l'activité	-8,0	89,1
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	4 717,8	4 642,3
Achats	-1 967,5	-2 351,6
Autres charges externes	-1 134,2	-1 037,2
Frais de personnel	-1 084,5	-1 108,3
Impôts et taxes	-47,0	-62,5
Amortissements et provisions d'exploitation	-1 125,5	-1 103,1
Autres produits et charges d'exploitation	1 162,9	1 086,2
CHARGES D'EXPLOITATION COURANTES	-4 195,8	-4 576,4
RÉSULTAT D'EXPLOITATION COURANT	522,1	65,9
CESSIONS D'ACTIFS	1,3	0,1
Charges de restructuration	-	-
Cessions de filiales et participations	-	-
Ecart de acquisition négatifs	-	-
Résultats sur instruments financiers	-4,1	-5,3
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-75,6	-405,3
Autres produits et charges d'exploitation	-78,4	-410,5
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	443,7	-344,6
Produits d'intérêts	56,2	17,9
Charges d'intérêts	-238,7	-182,8
Autres produits et charges financiers	40,9	52,9
RÉSULTAT FINANCIER	-141,7	-111,9
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	302,0	-456,5
Impôts sur les bénéfices	-46,1	-59,0
Impôts différés	3,6	125,7
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	259,6	-389,8
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-10,6	
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	249,0	-389,8
Résultat net des activités abandonnées	-	
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	249,0	-389,8
Intérêts minoritaires	24,1	37,0
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	224,8	-426,8
Nb d'actions - Mère	9 991 308	9 991 308
Calcul du résultat par action	22,50	-42,72

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Fidarc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca, Maroc



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Noire 3 – 3ème
étage
La Marina - Casablanca

Aux Actionnaires de la Société
MANAGEM S.A.
TWIN CENTER- Tour A, Angle Bd Zerkouni et Bd Al Massira Al Khadra
Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020**

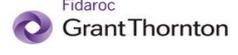
Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société MANAGEM S.A. et de ses filiales (Groupe MANAGEM), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MMAD 4.495 dont un bénéfice net consolidé de MMAD 249. Ces états ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe MANAGEM au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.





Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Evaluation des écarts d'acquisition (goodwill), immobilisations incorporelles et corporelles des filiales minières

Question clé identifiée	Notre réponse
Au 31 décembre 2020, la valeur nette comptable des écarts d'acquisition (goodwill), des immobilisations incorporelles et corporelles s'élève respectivement à MMAD 305, MMAD 2 219 et MMAD 5 786.	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à : <ul style="list-style-type: none"> Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ; Apprécier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique à la date de clôture ; Examiner au niveau des business plan les flux de trésorerie prévisionnels ; Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe ; Examiner l'information présentée dans l'annexe.
Ces actifs sont comptabilisés comme indiqué aux notes annexes n°4.8 « Goodwill », n°4.9 « immobilisations incorporelles » et n°4.10 « Immobilisations corporelles ».	
Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs.	
Comme indiqué dans la note annexe 4.14 « Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésorerie nets futurs actualisés.	





Les goodwill et les immobilisations incorporelles et corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une





anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 Avril 2021

Les Commissaires aux Comptes



FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd, Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 86 70
Faïçal MEIJOUAR
Associé



DELOITTE AUDIT
Boulevard Mohammed VI, En Massira
Bâtiment C - Tour Noire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca
Tél : 05 22 40 25 40 - Fax : 05 22 29 86 70
Sakina BENSOUA KORACHI
Associée

BILAN (ACTIF)

ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	(A)	44.788.974,45	40.027.713,49	4.761.260,96	9.360.567,99
Frais préliminaires		34.787.141,25	31.221.633,10	3.565.508,15	8.164.815,18
Charges à répartir sur plusieurs exercices		10.001.833,20	8.806.080,39	1.195.752,81	1.195.752,81
Primes de remboursement des obligations		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(B)	228.285.780,44	114.098.369,66	114.187.410,78	111.693.364,36
Immobilisation en recherche et développement		84.214.977,95	79.481.644,61	4.733.333,34	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires		36.431.256,93	34.616.725,05	1.814.531,88	6.301.307,75
Fonds commercial		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		107.639.545,56	0,00	107.639.545,56	105.392.056,61
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(C)	169.168.424,79	95.389.819,47	73.778.605,32	76.134.495,33
Terrains		12.787.930,78	0,00	12.787.930,78	12.787.930,78
Constructions		65.555.224,76	15.210.206,40	50.345.018,36	53.670.708,09
Installations techniques, matériel et outillage		5.947.374,35	3.199.171,60	2.748.202,75	3.274.824,76
Matériel de transport		871.814,00	0,00	871.814,00	35.450,21
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		79.712.915,56	76.108.627,47	3.604.288,09	4.173.026,37
Autres immobilisations corporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		4.293.165,34	0,00	4.293.165,34	2.192.555,12
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(D)	3.703.882.885,18	668.291.794,39	3.035.591.090,79	2.840.474.815,87
Prêts immobilisés		393.348.069,31	0,00	393.348.069,31	0,00
Autres créances financières		70.000,00	0,00	70.000,00	10.000,00
Titres de participation		3.310.464.815,87	668.291.794,39	2.642.173.021,48	2.840.464.815,87
Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF	(E)	0,00	0,00	0,00	0,00
Diminution des créances immobilisées		0,00	0,00	0,00	0,00
Augmentation des dettes de financement		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I (A + B + C + D + E)		4.146.126.064,86	917.807.697,01	3.228.318.367,85	3.037.663.243,55
STOCKS	(F)	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises		0,00	0,00	0,00	0,00
Matières et fournitures consommables		0,00	0,00	0,00	0,00
Produits en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et produits résiduels		0,00	0,00	0,00	0,00
Produits finis		0,00	0,00	0,00	0,00
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	(G)	3.607.744.661,57	379.225.215,46	3.228.519.446,11	2.717.068.995,21
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes		29.167.413,77	0,00	29.167.413,77	29.167.413,77
Clients et comptes rattachés		296.442.406,04	8.603.834,40	287.838.571,64	236.047.104,51
Personnel - Débiteur		417.850,10	0,00	417.850,10	478.340,47
Etat - Débiteur		77.554.631,08	77.554.631,08	135.539.514,17	135.539.514,17
Comptes d'associés		3.142.078.371,85	370.621.381,06	2.771.456.990,79	2.311.910.487,10
Autres débiteurs		5.994,09	0,00	5.994,09	5.994,09
Comptes de régularisation-Actif		62.077.994,64	62.077.994,64	3.920.141,10	3.920.141,10
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	(H)	0,00	0,00	0,00	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (ÉLÉMENTS CIRCULANTS)	(I)	60.624.681,92	0,00	60.624.681,92	2.017.023,58
TOTAL II (F + G + H + I)		3.668.369.343,49	379.225.215,46	3.289.144.128,03	2.719.086.018,79
TRESORERIE - ACTIF		180.907.328,96	0,00	180.907.328,96	108.507,00
Chèques et valeurs à encaisser		0,00	0,00	0,00	0,00
Banques, T.G et C.C.P. débiteurs		180.636.011,22	0,00	180.636.011,22	0,00
Caisse, Régies d'avances et accreditifs		271.317,74	0,00	271.317,74	108.507,00
TOTAL III		180.907.328,96	0,00	180.907.328,96	108.507,00
TOTAL GENERAL I + II + III		7.995.402.737,31	1.297.032.912,47	6.698.369.824,84	5.756.857.769,34

BILAN (PASSIF)

PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
CAPITAUX PROPRES	(A)		
Capital social ou personnel (1)		999 130 800,00	999 130 800,00
moins: actionnaires, capital souscrit non appelé			
= Capital appelé			
dont versé.....		999 130 800,00	999 130 800,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 684 101 323,00	1 684 101 323,00
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale		99 913 080,00	99 913 080,00
Autres réserves		300 472 670,00	300 472 670,00
Report à nouveau (2)		-701 751 808,94	76 812 982,20
Résultats nets en Instance d'affectation (2)			
Résultat net de l'exercice (2)		-257 892 174,86	-778 564 791,14
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	(A)	2 123 973 889,20	2 381 866 064,06
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES	(B)		
Marchandises		0,00	0,00
Matières et fournitures consommables		0,00	0,00
Produits en cours		0,00	0,00
Produits intermédiaires et produits résiduels		0,00	0,00
Produits finis		0,00	0,00
DETTES DE FINANCEMENT	(C)	1 292 600 000,00	1 120 000 000,00
Emprunts Obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit		1 292 600 000,00	1 120 000 000,00
Avances de l'Etat			
Dettes rattachées à des participations et billets de fonds			
Avances reçues et comptes courants bloqués			
Fournisseurs d'immobilisations, cautionnements reçus et autres dettes de financement			
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES	(D)	6 104 700,00	
Provisions pour risques		6 104 700,00	
Provisions pour charges			
DETTES DE FINANCEMENT	(E)		
Augmentation des créances Immobilisées			
Diminution des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E)		3 422 678 589,20	3 501 866 064,06
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	(F)	855 831 475,29	157 999 380,69
Fournisseurs et comptes rattachés		44 007 166,41	28 315 148,93
Clients créanciers, avances et acomptes			
Personnel - Créancier		12 785 681,45	13 070 217,48
Organismes Sociaux		9 742 569,08	10 019 222,20
Etat - Créancier		12 962 539,95	6 177 723,12
Comptes d'associés - Créanciers		726 459 288,74	69 505 288,74
Autres Créanciers			
Comptes de régularisation-Passif		49 874 229,66	30 911 780,22
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	(G)	60 624 681,92	2 017 023,58
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (ÉLÉMENTS CIRCULANTS)	(H)	2 910 018,29	823 248,56
TOTAL II (F + G + H)		919 366 175,50	160 839 652,83
TRESORERIE - PASSIF			
Crédits d'escompte			
Crédits de Trésorerie			
Banques (soldes créditeurs)		2 356 325 060,14	2 094 152 052,45
TOTAL III		2 356 325 060,14	2 094 152 052,45
TOTAL GENERAL I+II+III		6 698 369 824,84	5 756 857 769,34

(1) capital personnel débiteur (-) (2) bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

NATURE	OPERATIONS			TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
	PROPRES À L'EXERCICE	CONCERNANT LES EXERCICES PRECEDENTS	TOTAUX DE L'EXERCICE	
	1	2	3=1+2	4
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises (en l'état)				
Ventes de biens et services produits	228 919 939,64		228 919 939,64	199 538 181,68
Variation de stocks de produits(a) (1)				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même.	14 039 405,33		14 039 405,33	12 154 544,67
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation	9 300 114,22		9 300 114,22	8 963 000,00
Reprises d'exploitation; transferts de charges.				
TOTAL I	252 259 459,19		252 259 459,19	220 655 726,35
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus (2) de marchandises				
Achats consommés (2) de matières et fournitures	27 251 926,80	11 000,00	27 262 926,80	50 572 636,60
Autres charges externes	58 649 035,14	115 587,55	58 764 622,69	52 379 479,86
Impôts et taxes	537 902,06	43 040,00	580 942,06	2 400 040,37
Charges de personnel	67 085 797,24		67 085 797,24	73 537 597,98
Autres charges d'exploitation	640 000,00		640 000,00	640 000,00
Dotations d'exploitation	22 428 076,75		22 428 076,75	25 367 131,57
TOTAL II	176 592 737,99	169 627,55	176 762 365,54	204 896 886,38
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			75 497 093,65	15 758 839,97
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés.	4 653 890,50		4 653 890,50	2 177 385,83
Gains de change	978 260,39		978 260,39	83 679,25
Intérêts et autres produits financiers	142 744 604,56		142 744 604,56	104 581 293,19
Reprises financières; transfert de charges	2 017 023,58		2 017 023,58	979 925,35
TOTAL III	150 393 779,03		150 393 779,03	107 822 283,62
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts	141 813 443,62		141 813 443,62	126 664 849,19
Pertes de change	4 712 915,55		4 712 915,55	236 955,96
Autres charges financières				
Dotations financières	458 916 476,31		458 916 476,31	272 017 023,58
TOTAL IV	605 442 835,48		605 442 835,48	398 918 828,73
RESULTAT FINANCIER (III-IV)			-455 049 056,45	-291 096 545,11
RESULTAT COURANT (III+VI)			-379 551 962,80	-275 337 705,14

NATURE	OPERATIONS			TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
	PROPRES À L'EXERCICE	CONCERNANT LES EXERCICES PRECEDENTS	TOTAUX DE L'EXERCICE	
	1	2	3=1+2	4
RESULTAT COURANT (REPORTS)			-379 551 962,80	-275 337 705,14
PRODUITS NON COURANTS				
Produits des cessions d'immobilisations		30 000,00	30 000,00	
Subventions d'équilibre				
Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants				
Reprises non courantes; transferts de charges	166 381 494,41		166 381 494,41	
TOTAL VIII	166 411 494,41		166 411 494,41	
CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissements des Immobilisations cédées.				
Subventions accordées				
Autres charges non courantes	1 342 600,00		1 342 600,00	
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions.	41 461 575,47		41 461 575,47	501 646 000,00
TOTAL XI	42 804 175,47		42 804 175,47	
RESULTAT NON COURANT (VIII+XI)			123 607 318,94	-501 646 000,00
RESULTAT AVANT IMPOTS (VII-X)			-255 944 643,86	-776 983 705,14
IMPOTS SUR LES RESULTATS	1 947 531,00		1 947 531,00	1 581 086,00
RESULTAT NET (X+XII)			-257 892 174,86	-778 564 791,14
TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			569 064 732,63	328 478 009,97
TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			826 956 907,49	1 107 042 801,11
RESULTAT NET (PRODUITS-CHARGES)			-257 892 174,86	-778 564 791,14

(1) Variation de stocks : stock final-stock initial; augmentation (+); diminution (-)
(2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Fidarc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca, Maroc



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca

Aux Actionnaires de la Société
MANAGEM S.A.
TWIN CENTER- Tour A, Angle Bd Zerkouni et Bd Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société MANAGEM S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 2.123.973.889,20 dont une perte nette de MAD 257.892.174,86. Ces états ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

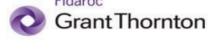
Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société MANAGEM S.A. au 31 décembre 2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Nous attirons l'attention sur l'état B4 de l'ETIC « Tableau des titres de participations » qui expose les modalités d'évaluation du titre de participation AGM.





Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Evaluation des titres de participation non cotés et des avances accordées aux filiales non cotées.

Question clé identifiée	Notre réponse
Les titres de participation non cotés et les avances accordées aux filiales non cotées, figurent au bilan au 31 décembre 2020 pour des montants nets respectifs de MMAD 1.882 et MMAD 2.771.	Nos travaux ont consisté principalement à : <ul style="list-style-type: none"> Prendre connaissance du processus de détermination de la valeur actuelle des titres de participation non cotés et des avances aux filiales non cotées ; Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la direction pour déterminer les valeurs actuelles ; Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la direction.
Les titres de participation non cotés et les avances accordées aux filiales non cotées sont comptabilisés respectivement à leur date d'entrée au prix d'achat et à la valeur nominale et sont dépréciés sur la base de leur valeur actuelle.	
Comme indiqué dans la note A1 de l'ETIC, la valeur actuelle des titres non cotés y compris les avances accordées aux filiales non cotées est estimée par la direction par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, celle-ci étant le cas échéant rectifiée pour tenir compte notamment des perspectives de développement et de la performance de ces participations.	
L'estimation de la valeur actuelle des titres non cotés y compris les avances accordées aux filiales non cotées requérant l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.	

Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société, prévue par la loi.





Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;





- Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 Avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON



FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 41 09 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT



Deloitte Audit
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 41 09 - Fax : 05 22 29 66 70

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée